L’AVENIR DU COUPLE FRANCO-ALLEMAND

Le rejet par la France du projet de Constitution européenne, venant après la ratification de ce même projet par le Parlement allemand, avait très vite soulevé de vives interrogations concernant l’avenir du « couple franco-allemand ». Le nouveau Premier ministre français, Dominique de Villepin, s’est employé à y répondre le 8 juin, dans son premier discours de politique générale, en affirmant, non seulement que ce couple doit à tout prix être préservé, mais qu’il pourrait bien constituer l’amorce d’une solution à la crise dans laquelle l’Europe se trouve maintenant plongée.

Dominique de Villepin a en effet souligné la nécessité qui existe à ses yeux de relancer l’idée d’une véritable « union franco-allemande », notamment par une coopération renforcée dans un certain nombre de domaines précis.

Cette prise de position a été accueillie en Allemagne avec un certain scepticisme. « Ce n’est pas une question à l’ordre du jour », a même déclaré le porte-parole de la chancellerie, Béla Anda. La proposition de Villepin n’est pourtant nullement irréaliste. Elle n’est pas non plus nouvelle, et elle a des partisans des deux côtés du Rhin.

L’idée de créer en Europe un « noyau dur » franco-allemand avait été lancée dès 1994 par Karl Lamers et Wolfgang Schäuble. Elle fut reprise en juillet 2002 par Edmund Stoiber, dont Wolfgang Schäuble était alors le conseiller pour la politique étrangère. Le 31 mars 2003, le commissaire européen Pascal Lamy (qui a été récemment nommé à la tête de l’Organisation mondiale du commerce) déclarait : « S’il y a un jour en Europe un vrai risque de dilution, la bonne réponse, car c’est la seule version possible du noyau dur, sera une fédération franco-allemande ».

Appuyé par l’Allemand Günter Verheugen, Pascal Lamy proposait à cette époque une « union » des deux pays comportant notamment des harmonisations budgétaires et fiscales, la création d’une armée commune, la fusion de la représentation diplomatique française et allemande à l’étranger, le partage du siège détenu aujourd’hui par la France au Conseil de sécurité de l’ONU, et même la création à Strasbourg d’un Congrès composé des membres des deux Parlements, qui se consacrerait en priorité aux problèmes de politique étrangère et de défense.

Diverses personnalités de gauche comme de droite, comme Jean-Louis Bourlanges, Jack Lang, Dominique Strauss-Kahn et Karl Lamers, avaient appuyé cette proposition. En novembre 2003, un sondage Ipsos révélait que 56 % des Allemands « estiment que la France

est le partenaire le plus fiable en cas de crise », contre 28 % seulement pour les Etats-Unis.

Dominique de Villepin, qui était alors ministre des Affaires étrangères, avait repris l'idée à son compte, n'hésitant pas à qualifier l'hypothèse d'une « union franco-allemande » de « seul pari historique que nous ne pouvons pas perdre ».

La position affichée aujourd'hui par le Premier ministre français n'est donc pas simplement une affaire de circonstances. Elle rejoint celle de Henri de Grossouvre qui, constatant que les nouveaux pays-membres de l'Union européenne n'adhèrent pas au projet européen tel qu'il fut conçu au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale par les six pays « correspondant à l'Europe carolingienne », plaide avec force depuis des années pour la constitution d'un « axe Paris-Berlin-Moscou » à partir d'un « noyau dur » mis en œuvre par le couple franco-allemand..

Dès avant le référendum du 29 mai dernier, Henri de Grossouvre avait dressé un bilan sous la forme d'une alternative : « Soit l'Europe existe politiquement et arrive à assurer son indépendance stratégique, soit son poids politique naissant sera dilué au sein d'une Europe à 25 ou 30, se réduisant alors à une vaste zone de libre échange [...] L'Europe a besoin d'un moteur politique. L'Espagne, la France, l'Allemagne et la Russie disposent de la masse critique nécessaire pour jouer ce rôle et pour jeter les bases d'une Europe-puissance à même de participer sur la scène internationale à l'équilibre de la paix ».

Le projet d'un « noyau dur » franco-allemand ne peut en effet avoir de sens que s'il comprend un partenariat stratégique avec la Russie, dont les intérêts sont très complémentaires de ceux de l'Allemagne et de la France, et s'il s'ouvre rapidement à d'autres pays européens (Bénélux, Autriche et Espagne dans un premier temps, Italie lorsque cela sera possible) désireux de s'y associer.

Un tel projet se heurte néanmoins à des perspectives politiques à court terme. Outre la nomination au poste de ministre français des Affaires étrangères de l'ancien ministre de la Santé Philippe Douste-Blazy, personnage sans envergure et totalement ignorant des problèmes internationaux, et l'avenir politique du président Jacques Chirac, aujourd'hui plus affaibli qu'il ne l'a jamais été, la chute de popularité du chancelier Schröder et les récents revers électoraux du SPD posent aussi problème. Beaucoup de Français redoutent qu'une victoire électorale de la CDU-CSU, qui se traduirait par l'entrée d'Angela Merkel à la chancellerie, aurait pour conséquence un retour à une politique allemande « atlantiste », privilégiant les rapports avec Londres et Washington par rapport à la France, à la Russie et au reste de l'Europe.

Henri de Grossouvre aime à rappeler que, « depuis le Moyen Age, la qualité de la relation franco-allemande décide de la paix ou de la guerre sur le continent », et que « les héritiers de l'empire carolingien ont toujours été économiquement et culturellement en avance sur le reste de l'Europe ». A l'heure où les institutions européennes sont prises dans la tourmente, il faudrait peut-être ne pas l'oublier.

Alain de Benoist
12 juin 2005